



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

13 Avril 2010

13 أبريل 2010

MAROC-PRESSE

Le président du CCDH appelle le corps de la presse à autoréguler la profession

Rabat, 8 avr (MAP) - Le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni a appelé, jeudi à Rabat, le corps de la presse à autoréguler la profession et élaborer une charte alliant liberté et responsabilité dans l'exercice du métier.

Dans une déclaration à la presse peu avant la tenue au siège du Parlement d'une réunion à huis-clos de l'instance chargée du débat national Médias et Société avec les représentants du CCDH, M. Herzenni a indiqué "qu'on ne peut pas parler de liberté d'expression sans évoquer la responsabilité du journaliste et la déontologie de la presse".

M. Herzenni a ajouté que la question de la presse fait partie des prérogatives de CCDH, en particulier en ce qui concerne le droit d'accès à l'information.

L'instance chargée du débat national médias et société a tenu, durant le mois de mars, une série de séances avec plusieurs instances actives dans le domaine du droit, axées sur les moyens de promouvoir la presse nationale du point de vue juridique.

L'instance chargée du débat national Médias et Société tiendra dans l'après midi de jeudi une séance avec les représentant de l'Instance centrale de prévention de la corruption.(MAP).

L'ICPC et le CCDH montent au créneau

Prémunir la presse des risques liés à la corruption

L'Instance centrale pour la prévention de la corruption (ICPC) va procéder en concertation avec les professionnels à la proposition des moyens à même de prémunir les médias marocains des risques liés à la corruption et la soumission à des pouvoirs politiques, économiques ou financiers. C'est ce qu'a souligné jeudi le président de l'ICPC, Abdesselam Aboudrar. Le CCDH monte aussi au créneau

Mohcine Lourhzal

Lors d'une déclaration à la presse quelque temps avant le début de la séance à huis clos, tenue par l'instance du dialogue national sur les médias et la société avec l'instance, Aboudrar a souligné que cette dernière a des suggestions dans le domaine médiatique du fait de son expérience et son suivi dans ce domaine. Ces suggestions prennent en compte ce qui est reconnu mondialement en termes de transparence, de professionnalisme et de déontologie du journalisme.

En effet, A. Aboudrar a dans ce sens, fait savoir que l'ICPC proposera des mécanismes juridiques, déontologiques et de bonne gestion, pour donner aux médias au Maroc la possibilité et les armes nécessaires afin qu'ils jouent pleinement leur rôle envers les citoyens et sensibiliser la société civile quant aux dangers que représente le fléau de la corruption qui bloque le développement économique du Royaume.

Ceci ne peut se faire, sans la mise à disposition du citoyen de toutes les informations nécessaires et relatives à la gestion de la chose publique, sans oublier le secteur privé, pour donner au lecteur par exemple, une vision globale qui lui permettrait d'avoir une vision claire de ce qui se passe.

Cette séance s'inscrit dans le cadre du programme des séances du dialogue national «médias et société», prévu pour le mois d'avril.

L'instance a tenu lundi une séance avec le recteur de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM). Lancées début mars dernier, les auditions du Dialogue national visent à engager un débat sur le présent et l'avenir du champ médiatique national, en

restant ouvert à toutes les opinions tant bien des professionnels, des acteurs institutionnels que du public. Objectif, normaliser et promouvoir la place et le rôle des médias au sein de la société marocaine, au profit d'un exercice démocratique de la liberté d'expression pour rendre crédibles et influents les médias nationaux vis-à-vis de l'opinion publique et des postes de décision.

Pour sa part, le président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni, a appelé le corps de la presse à s'autoréguler professionnellement parlant et à élaborer une charte qui alignerait et liberté et responsabilité dans l'exercice du métier des soucis comme on le nomme. A. Herzenni, a ajouté qu'il est impossible d'évoquer une quelconque liberté d'expression sans responsabiliser le journaliste et respecter la déontologie qui régie le 4ème pouvoir». On ne peut pas parler de liberté d'expression sans évoquer la responsabilité du journaliste et la déontologie de la presse».

Selon Herzenni, la question de la presse fait partie des prérogatives du Comité Consultatif des Droits de l'Homme, surtout en ce qui concerne le droit des journalistes à accéder à l'information. L'instance chargée du débat national médias et société a tenu, durant le mois de mars, une série de séances avec plusieurs instances actives dans le domaine du droit, axées sur les moyens de promouvoir la presse nationale du point de vue juridique. L'instance chargée du débat national Médias et Société tiendra dans l'après midi du jeudi prochain une séance avec les représentants de l'Instance centrale de prévention de la corruption.

Entretien avec Youness Moujahid

Etre digne du métier de journaliste

Il faut que les entreprises de presse respectent le principe de transparence en ce qui concerne les droits des journalistes et le respect de la profession. Aussi, les journalistes sont appelés à être de plus en plus responsables dans l'exercice de leur métier. Dans notre pays, il existe un climat de liberté journalistique certes, néanmoins, il faut toujours se conformer aux règles qui régissent la profession du journaliste. C'est ce qui ressort des propos de Youness Moujahid, Secrétaire Général du Syndicat National de la Presse Marocaine.

Entretien réalisé par Mohcine Lourhzal

Al Bayane : Le CCDH a appelé la presse marocaine à s'autogérer tout en respectant la déontologie qui régie le 4ème pouvoir. D'autre part, l'ICPC proposera des recommandations pour que le corps de la presse marocaine puisse se prémunir contre la corruption.

Selon vous, quel est le rôle que la presse doit jouer dans la lutte contre la corruption? Comment le journalisme doit-il s'autogérer et respecter la déontologie?

Y.Moujahid : Je crois que le rôle des médias reste primordial dans la lutte contre la corruption. Le journalisme est là pour informer les gens. Mais pas seulement. Il faut que l'information soit juste, crédible, objective et transparente. Il faut également que les syndicats et les médias oeuvrent ensemble pour lutter contre la corruption qui représente un fléau qui guette le développement de tous les secteurs dont la presse.

Pour revenir au journalisme professionnel, si on demande de travailler dans un climat de liberté, on doit en même temps en être digne. Je veux dire par là, qu'il faut être professionnel dans son travail, respecter les règles de la déontologie et donner des informations et un produit de qualité. Les entreprises de presse doivent elles aussi, rechercher la qualité à travers une panoplie d'actions qu'elles doivent mener surtout vis-à-vis des droits des journalistes en matière d'effectif, de formation et de droits sociaux et salariaux.

-Des voix se sont élevées dernière-

ment pour dénoncer le climat dans lequel est pratiqué le journalisme au Maroc. Ce climat serait marqué par l'absence de la liberté d'expression ou sa restriction, ce qui fait qu'il n'est plus permis de parler ou d'écrire librement sans que l'épée de Damoclès soit mise sur la tête du journaliste. Comment voyez-vous cela, en tant que professionnel du journalisme?

Je pense qu'il ne faut pas généraliser. A mon avis, au Maroc, un grand pas a été fait depuis quelques années en matière de liberté d'expression et spécialement en ce qui concerne ce domaine. Malheureusement, il y'a eu des arrestations ou des harcèlements vis-à-vis de journalistes, chose qu'on a dénoncée en tant que syndicat de la presse marocaine. En résumé, il y'a des progrès qui ont été faits et des lacunes constatées que nous déplorons.

-Comment peut-on concilier professionnalisme, liberté d'expression et respect de la déontologie de la presse?

Je considère qu'il faut s'axer sur des sujets qui touchent, des sujets qui préoccupent l'opinion publique. Que ça soit des sujets de société, politiques ou économiques. C'est à travers la précision et la rigueur dans la pratique de la profession que le journalisme pourra sortir de l'impasse.

-Justement en parlant de journalisme, corruption et déontologie, où on est arrivé le dialogue «Médias-Société»? Ne constitue-



t-il pas une feuille de route pour le journalisme en relation avec la société?

Je crois que le dialogue Médias et Société représente une réelle possibilité si ce n'est une chance. Ce dialogue a vu des discussions claires, libres sans tabous pour développer les médias dans notre pays et établir une nouvelle relation entre ces derniers et le citoyen marocain. A travers ces rencontres, des propositions importantes ont été présentées. Lors

de ce dialogue il a été débattu de plusieurs sujets en relation avec la presse, en l'occurrence l'avenir du journalisme, les médias publics et la nécessité de les moderniser. Il existe une unanimité entre les partis et intervenants qui animent ce débat national, dont la Fédération Marocaine des Editeurs de Journaux (FMEJ), à propos de l'impérativité de revoir le rôle des médias dans la société. Ceci ne peut qu'être bénéfique pour la presse, la société, ainsi que pour l'Etat.

دور الصحافة في تكريس الشفافية ومكافحة وكالة المغرب العربي للأهباء في المشهد الإعلامي معاور الأسبوع السادس من الحوار حول الإعلام والمجتمع



علي بوززدة

عبد العالي بنعمور

احمد حوراني

المحجوب الهبيبة

عبد السلام بوزدار

شكل دور الصحافة والإعلام في تكريس الشفافية والتأطير القانوني للعمل الإعلامي بين المحلي والكوني بالإضافة إلى الدور المحوري لوكالة المغرب العربي للأهباء (و.م.ع) في المشهد الإعلامي المغربي، محاور الأسبوع السادس من جلسات الحوار التي تعقدها هيئة إدارة الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع.

وأوضح بلاغ للمنسقية العامة للحوار، صدر يوم الأحد، أن الهيئة عقدت يوم سادس أبريل الجاري، جلسة حوار مع رئيس مجلس المنافسة علي بنعمور، الذي عالج الأسس العامة للعمل الصحفي وطرق تقنين وتنظيم العمل الصحفي، محللا بالاستناد إلى العديد من المرجعيات الحقوقية الكونية والمواثيق الكونية المتعلقة بممارسة الصحافة، الواجبات التي يتعين الالتزام بها في ممارسة المهنة، مستنتجا أن حرية الصحافة تجسد اليوم أحد الركائز الأساسية للأنظمة الديمقراطية المبنية على حرية الرأي والتعبير والعقيدة. وتناول رئيس مجلس المنافسة أربع مجموعات من الواجبات حددها في احترام الوقائع، من جانب المهنيين، واحترام المهنة واحترام الحياة الشخصية للأفراد، واحترام بعض الحالات الخاصة، أي بعض التوابت.

وشدد عبد العالي بنعمور على ضرورة تقنين البعد المقاولاتي للعمل الإعلامي، على اعتبار أن «المقاولات الإعلامية تكون بشكلها المكتوب والسعي البصري، هيئات لإنتاج خدمات إعلامية لكنها وفي نفس الوقت قد توكل لها خدمات تتجلى في الدعاية والإشهار مع ما يرتبط بذلك من مصالح». وأوضح رئيس مجلس المنافسة أن ثمة اتجاهان في ما يخص مواكبة المقاولات الصحفية يتمثل الأول في «التعامل معها كمقاولات يجب السهر على تنافسيتها الشيء الذي يعني مراقبتها من الزاوية التنافسية»، فيما يتمثل الثاني في «تهيئة القطاع بواسطة دعم هيكله ومرافقته من أجل الإرتقاء بادواره بصفة عامة وبالصحافة المكتوبة بصفة خاصة».

وفي نفس الاتجاه ذهب تحليل السيد عبد السلام أبو درار رئيس الهيئة المركزية للوقاية من الرشوة أمام أعضاء هيئة الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع بتاريخ 8 أبريل، حيث حلل دور وسائل الإعلام في محاربة الفساد وأثار تناول هذا الموضوع على الرأي العام والمؤسسات والأجهزة

اليوم

المعنية.

وأشار إلى أن «ما تشره الصحافة من تحقيقات وأخبار وتحليلات تتناول قضايا الفساد، بقدر ما يضعها في قلب مهامها كسلطة رابعة، بقدر ما يثير ردودا من مختلف الجهات المعنية أو المهتمة، معتبرا أن العمل الذي قامت به الصحافة كان له تأثيرات ملموسة تتجلى في فتح تحقيقات وفضح الفاسدين وحمل السلطات المختصة على فتح تحقيقات بناء على مزاعم الفساد التي تثار في الصحافة، وتعزيز دور وشرعية سلطات مكافحة الفساد والمساهمة في خلق رأي عام مناهض للسلوكات الفاسدة والكشف عن الاختلالات والفساد في مختلف هيئات الدولة مما يفتح امكانية القيام بإصلاحات فعالة وتحديد مواطن الضعف والخلل في السياسات والقوانين التي قد تخلق مناخا ملائما للفساد وخلق ردود فعل وقائية لدى السلطات.

واعتبر رئيس الهيئة المركزية للوقاية من الرشوة أنه كان لعمل الصحافة تأثيرات أخرى تتجلى أساسا في تعزيز المنافسة السياسية من خلال عرض وجهات النظر المختلفة وتشجيع الحوار السياسي والمساهمة في الحد من البيروقراطية والفساد السياسي، والمساهمة في الإبلاغ عن الفساد وحماية حقوق ضحاياه.

وأضاف أبو درار أن الصحافة المغربية أدت جزءا كبيرا من الدور المنوط بها في مجال مكافحة الفساد، خاصة في العقود الأخيرة من خلال فتحها لمجموعة من الملفات وأيضا من خلال مواكبتها لعمل الهيئات العاملة في مجال تخليق الحياة العامة وإشاعة قيم النزاهة والمسؤولية في المعاملات الإدارية والتجارية على السواء خاصة نقلها لتفاصيل العديد من الملفات إلى الرأي العام المغربي من خلال التغطية والمتابعة المكثفتين لهذا النوع من القضايا.

واستدرك السيد بودرار ان الصحافة المغربية تواجه عدة اكرهات في تناولها لهذه القضايا منها «خطر الإفراط في التعميم والتشهير في جميع الاتجاهات والتعرض لممارسات تدرج ضمن أفعال الفساد، سواء بشكل مباشر أو بشكل غير مباشر».

وشكلت ممارسة الصحافة والإعلام من الزاوية الحقوقية وفي ضوء المواثيق الدولية المؤسسة لحقوق الإنسان موضوع مداخلتي كل من رئيس وأمين عام المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان اللذين كانا ضيفي جلسة حوار مع الهيئة إدارة الحوار الوطني يوم 8 أبريل 2010.

وشدد رئيس المجلس السيد أحمد حرزني في مداخلة بالمناسبة على ضرورة إعمال المسؤولية والالتزام بالأخلاقيات المهنية، وأشار إلى مسؤولية المهنيين في تنظيم المهنة وتنظيم المقابلة الصحفية وإخضاعها للقانون، مشيرا إلى أن الصحافة تواجه عدة تحديات في مقدمتها التطور التكنولوجي.

ومن جهته شدد المحجوب الهيئة الأمين العام للمجلس على دور الإعلام في التنمية والتنمية الاجتماعية والسياسية. وخلال جلسة مع المدير العام والمديرين المركزيين بوكالة المغرب العربي للأبناء تم التشديد على الأهمية المركزية لهذه المؤسسة في تطوير الإعلام الوطني وفي إشعاع صورة المغرب إقليميا ودوليا. وتم التأكيد على الحاجة إلى تعديل القانون الأساسي للوكالة بما يساير التطورات التكنولوجية والمكاسب والإصلاحات السياسية والمؤسسية التي تحققت في المغرب.

وقد قدمت لأعضاء هيئة الحوار معطيات حول الوكالة وأهدافها ومواردها البشرية وشبكتي مكاتبها الجهوية والدولية ونشتراتها ومطبوعاتها المتخصصة وتطور رقم معاملاتنا. كما قدمت لهم مشاريع الوكالة الهادفة إلى تطوير وتنويع منتوجها وتأهيل مواردها البشرية وتوسيع ودعم شبكتي مكاتبها الجهوية والدولية، وتطوير وسائلها التكنولوجية.

وقد استعرض السيد علي بوزردة، المدير العام للوكالة، بهذه المناسبة، التطورات التي عرفتتها الوكالة، وشدد على الطابع الوطني لهذه المؤسسة وعلى استقلالية صحفيتها في أداء مهامهم، مشيرا من جهة أخرى إلى التوسع الذي تشهده الوكالة على المستويين الوطني والدولي من خلال شبكة مكاتبها ومراسليها. وأشار من جهة أخرى إلى الإكراهات المالية التي تعاني منها الوكالة مما يعيق مشاريع التطوير التي تقتضيها وضعيتها الراهنة ومكانتها المحورية في المشهد الإعلامي الوطني والإقليمي.

وتطرق بوزردة إلى الأفاق المستقبلية للوكالة، فشد على ضرورة مدها بالوسائل الكفيلة بتطوير أدائها وترسيخ مكانتها وإشعاعها الإعلامي وطنيا ودوليا.

Consécration de la transparence

Le rôle de la presse et de l'information dans la consécration de la transparence, la régulation de la pratique journalistique en conformité avec la loi, en plus du rôle pivot de l'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP) dans le paysage médiatique national, ont été les thèmes centraux de la sixième semaine des séances que tient l'instance du dialogue national médias et société.

Dans un communiqué de l'instance de coordination générale, rendu public dimanche, il est précisé que l'Instance du dialogue national médias et société a tenu, le 6 avril, une séance avec le président du Conseil de la concurrence, Abdelali B mour, qui a traité des principes fondateurs de la pratique journalistique et des modes de réglementation et de régulation du champ des médias, par référence aux règles de droit universellement reconnues et aux conventions internationales en la matière.

Il a focalisé son analyse sur les obligations et règles à observer dans l'exercice de la profession de journalisme, en faisant remarquer que la liberté de la presse constitue aujourd'hui, l'un des fondamentaux des régimes démocratiques basés sur la liberté d'opinion, d'expression et de croyance.

Le président du Conseil de la concurrence a répertorié quatre catégories de devoirs, consistant en le traitement objectif des faits de la part des professionnels, le respect de la profession, le respect de la vie privée des personnes et le respect qui s'impose dans certaines situations spécifiques en rapport avec des constantes.

Il a dans le même sillage insisté sur la nécessité de réglementer la dimension entrepreneuriale dans la profession de journalisme, du fait que les entreprises de presse se déclinent, dans leurs formes écrite et audiovisuelle, comme des entités de production de services médiatiques, tout en s'adonnant à des activités de services comme la publicité et la promotion, qui impliquent des intérêts d'un autre ordre.

M. Benamour a d'autre part fait état de deux tendances en matière d'accompagnement de l'entreprise de presse, à savoir la traiter comme une entreprise devant obéir à la loi sur la concurrence, ce qui implique de la soumettre à un contrôle sur sa conformité aux règles en la matière, alors que le deuxième option consiste à «mettre à niveau le secteur au moyen d'un soutien à ses structures et d'un accompagnement pour améliorer l'efficacité et la qualité de ses prestations, de façon générale, et de la presse écrite, en particulier.

Abdeslam Abouddrar, président de l'Instance centrale de prévention de la corruption, a dans son intervention, le 8 avril, devant les membres de l'Instance du dialogue national médias et société, centré son analyse sur le rôle des médias dans la lutte contre la corruption et l'impact d'un tel traitement médiatique sur l'opinion publique et les institutions et organismes concernés.

Les informations, compte-rendus et analyses publiés par les journaux concernant les affaires

de corruption s'inscrivent dans la vocation propre de la presse, en tant que quatrième pouvoir, mais n'en constituent pas moins une matière sujette à nombre de réactions de la part des parties concernées ou intéressées, a-t-il dit, soulignant que le travail réalisé par la presse dans ce registre a des effets tangibles, consistant notamment en l'ouverture d'enquêtes, la dénonciation des auteurs de prévarications et l'incitation des autorités compétentes à mener des investigations en la matière, tout comme cela aide à l'émergence d'une opinion publique nationale réfractaire à toute pratique de corruption et la détermination des dysfonctionnements et lacunes au niveau de différentes instances de l'Etat et du dispositif juridique, aux fins d'y remédier.

Le président de l'Instance nationale de prévention de la corruption a indiqué que l'action de la presse a eu aussi d'autres répercussions qui se manifestent à travers le renforcement de l'émulation politique, la confrontation des points de vue et des idées pour traiter les aspects négatifs liées à la bureaucratie et la corruption, le dévoilement des cas de corruption et la protection des victimes .

M. Abouddrar a ajouté que la presse marocaine s'est acquittée d'une grande partie de sa mission dans le cadre de la lutte contre la corruption, notamment au cour des dernières décennies, à travers l'ouverture d'un certain nombre de dossiers, l'accompagnement du travail des instances actives dans le domaine de la moralisation de la vie publique, la vulgarisation des valeurs de transparence et de responsabilité dans les pratiques administrative et commerciale, notamment la publication d'un certain nombre de dossiers pour informer l'opinion publique marocaine, et assurer la couverture et le suivi soutenus de ce genre de dossiers.

Il a précisé que la presse marocaine est confrontée à plusieurs contraintes dans le cadre du traitement de ce type de questions, dont le risque de verser dans la généralisation ou la diffamation.

Le président et le secrétaire général du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), respectivement Ahmed Herzenni et Mahjoub El Hiba, qui étaient les invités de la séance du 8 avril, de l'instance en charge du dialogue national, ont abordé la question de l'exercice de la profession journalistique sous un angle juridique et à la lumière des traités internationaux fondateurs des droits de l'homme.

M. Herzenni a, ainsi, souligné l'impératif de faire preuve d'esprit de responsabilité et de respecter la déontologie professionnelle, relevant que la presse fait face à plusieurs défis notamment celui ayant trait aux progrès de la technologie.

Pour sa part, M. El Hiba a insisté sur le rôle de la presse dans le développement socio-économique et politique.

Lors d'une réunion avec le directeur général et les directeurs centraux de l'Agence Maghreb Arabe Presse (MAP), l'accent a été mis sur la place centrale de cet établissement dans le développement de la presse nationale et le rayonnement de l'image du Maroc aux niveaux régional et international.

Il a été préconisé, dans ce sens, d'amender le statut de l'Agence afin d'accompagner les évolutions technologiques, les acquis et les réformes politiques et institutionnelles concrétisées au Maroc.

Les membres de l'instance en charge du dialogue national ont pris connaissance des données sur les objectifs, les ressources humaines, le réseau des bureaux régionaux et internationaux,

les bulletins d'information, les publications et l'évolution du chiffre d'affaires de la MAP.

Ils ont également été instruits des projets mis au point par l'agence pour développer et diversifier son produit, mettre à niveau ses ressources humaines, élargir et étoffer le réseau de ses bureaux régionaux et internationaux et développer ses moyens technologiques.

A cette occasion, le directeur général de la MAP, Ali Bouzerda, a donné un aperçu sur le développement qu'a connu l'Agence, mettant l'accent sur sa vocation en tant qu'institution médiatique nationale et sur l'indépendance de ses journalistes dans l'exercice de leur métier.

M. Bouzerda a, par ailleurs, évoqué l'extension que connaît l'agence aux niveaux national et international à travers le réseau de ses bureaux et de ses correspondants.

Il a également évoqué les contraintes financières dont souffre l'agence lesquelles entravent les projets de développement que requiert sa situation actuelle ainsi que la place centrale qu'elle occupe au sein du paysage médiatique national et régional.

M. Bouzerda a abordé les perspectives d'avenir de l'agence, soulignant la nécessité de la doter des moyens à même de promouvoir son rendement et de consacrer sa place et son rayonnement médiatique sur les plans national et international.

MAROC-RÉGIONS-DÉVELOPPEMENT

CCDH: Ouverture à Imilchil du Centre Fadma Oharfou pour la formation

Errachidia, 7 avr (MAP)- Le Centre Fadma Oharfou pour la documentation et la formation vient d'être ouvert à Imilchil (province de Midelt) dans le cadre du programme de la réparation communautaire initié par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH).

Le Centre, géré par l'association Akhyam, permettra d'apporter l'appui nécessaire en matière de formation aux différentes associations locales dans la région, et de s'ériger en une banque de données en faveur des acteurs et intervenants en matière de développement.

Lors de la cérémonie d'ouverture à laquelle ont pris part plusieurs partenaires, bailleurs de fonds et chefs de services provinciaux, les responsables de l'association ont présenté le plan d'action du Centre au titre de l'année 2010.

Le plan d'action prévoit notamment le renforcement des capacités des coopératives à travers la formation, l'accompagnement et la réalisation des projets à même de mettre en valeur les produits du terroir (pomme et pomme de terre).

Afin de promouvoir le touristique écologique et de montagne, l'association veillera entre autres à améliorer les offres touristiques de la région et à poursuivre les efforts pour lutter contre l'érosion.

L'association entend également s'engager dans des campagnes de sensibilisation de la population sur les droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la lutte contre l'analphabétisme.

L'association Akhyam s'est déjà investie dans plusieurs projets de développement dans la vallée d'Imilchil, notamment en matière d'adduction d'eau potable dans les villages, la mise en place de jardins d'enfant pour le préscolaire, l'aménagement de sites touristiques et l'initiation d'activités génératrices de revenus. (MAP).

معتقلون سياسيون مطرودون من وظائفهم ينتفضون ضد حرزني

الشريف للفوسفاط. وفي سياق متصل، أضاف المصدر ذاته أن عددا من المعتقلين السياسيين السابقين والمطرودين من وظائفهم بمؤسسات القطاع العام، خصوصا التعليم، لازالوا يعانون إلى اليوم من عدم «ترتيب وضعيتهم الإدارية»، رغم صدور قرار في الموضوع للوزير الأول الأسبق عبد الرحمان اليوسفي، يقضي، إضافة إلى إرجاعهم إلى عملهم، بتعويضهم عن سنوات التوقيف، بما في ذلك الاستفادة من الترتي.

وقال محمد العسري، رئيس فرع جهة طنجة تطوان للمنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف، إن الأغلبية الساحقة من مطرودي الوظيفة العمومية لأسباب سياسية ونقابية قد تمت تسوية أوضاعها الإدارية والمالية، لكن لازالت هناك حالات قليلة تنتظر التسوية ذاتها، خصوصا ما يتعلق بالترقية بالسلايم، أي إعادة «ترتيب الوضعية الإدارية».

طنجة

إسماعيل طاهري

دخل عدد من المعتقلين السياسيين السابقين في اعتصامات احتجاجية أمام المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، للمطالبة بتسوية وضعيتهم بعد طردهم من شركات ومؤسسات شبه عمومية، وخاصة لأسباب سياسية ونقابية ذات الصلة بسنوات «الجمر والرصاص».

وذكر مصدر حقوقي أن العديد من حالات الطرد صدرت بشأنها مقررات لهيئة الإنصاف والمصالحة، توصي بإدماج أصحابها، ولكن لم يتم تفعيلها لحد الآن. ويعتبر الراحل محمد بوكرين أحد ضحايا الطرد التعسفي بمعمل للسكر بنواحي بني ملال، بالإضافة إلى بلحاج غنيمي المطرود من المكتب

عن العمل، وإنه لم تتم بعد رغم تسوية وضعيته في إطار التعويض الإجمالي.

وأضاف المساري أن فوج تخرجه سنة 1980 كأستاذ تمت تربيته إلى السلم 10 سنة 2001، ثم إلى السلم 11 سنة 2010، وهي حالة عامة، أو كحالة بعض الموقوفين، بينما ظل المساري محروما من الترتيبتين. وما يقض مضجعه هو أن إحالته على التقاعد ستتم في 28 دجنبر من السنة الجارية 2010.

لذلك، وبسببه، يطالب المساري، الناشط السابق في منظمة «إلى الأمام»، بترتيب وضعيته الإدارية وألحاقه «بفوج 1980.1981 بما من شأنه التناهي مع روح مذكرة الوزير الأول في ما يخص الموقوفين والمطرودين، وما يتوافق مع الأمتياز الذي خصصته وزارة المالية وهيئة الإنصاف والمصالحة من رد الاعتبار وجبر ضرر ضحايا «سنوات الرصاص»، يقول المساري لـ«الجريدة الأولى».

مطالبات بتنفيذ توصيات هيئة الإنصاف ذات الصلة في القطاع شبه العام والقطاع الخاص

وأضاف العسري، في تصريح لـ«الجريدة الأولى»، أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان مطالب اليوم بالاهتمام بهذا الملف، لأن الأمر يتعلق بضرر مادي ومعنوي لأزال يلاحق المتضررين، معبرا عن تخوفه من ضياع حقوق هذه الفئة عند إحالتها على التقاعد.

إلى ذلك، قال المعتقل السياسي السابق محمد بن عمير المساري، من طنجة، إن ترتيب حياته الإدارية ابتداء من 27 شتنبر 1983 تاريخ توقيفه

المغرب/تشغيل/حقوق الإنسان اجتماع اللجنة المشتركة بين وزارة التشغيل والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حول تتبع تنفيذ اتفاقية بشأن توصيات هيئة الانصاف

الرباط / 9 / 4 / ومع / ترأس السيدان جمال أغماني وزير التشغيل والتكوين المهني وأحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، اليوم الجمعة بالرباط، أشغال اجتماع اللجنة المشتركة بين الوزارة والمجلس حول تتبع تنفيذ اتفاقية بشأن تفعيل توصيات هيئة الانصاف والمصالحة.

وبموجب هذه الاتفاقية التي وقعت بين الجانبين (2 يونيو 2008) تساهم وزارة التشغيل والتكوين المهني في تفعيل برامج جبر الضرر الفردي والجماعي من خلال التزامها بتيسير استفادة الضحايا وذوي حقوقهم من التكوين واستكمال التكوين لتأهيلهم لولوج سوق الشغل، وتسهيل استفادتهم من خدمات الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات والمؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية الوزارة .

وبالمقابل يتعهد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بإعداد دراسات ومقترحات خاصة بتأهيل الضحايا وجبر الأضرار، والمساهمة في برامج تكوين أطر وزارة التشغيل في مجال المقاربة الحقوقية وتنظيم تظاهرات بشراكة مع الوزارة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

وفي كلمة له بالمناسبة استعرض السيد جمال أغماني، ما تم تحقيقه منذ دخول اتفاقية الشراكة الموقعة بين الوزارة والمجلس حتى اليوم فيما يتعلق بجبر الضرر الفردي والجماعي سواء في مجال التكوين المهني أو في ميدان تدخل الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات أو ما قدمه الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي من تسهيلات لفائدة ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان وذوي حقوقهم.

وفي هذا الصدد قال الوزير انه بخصوص مقترحات إحداث وتوسيع مراكز التكوين المهني الذي تقدم المجلس الاستشاري بطلب بشأنها فقد تم توسيع مركز التأهيل الفلاحي بتنانيت بإقليم أزيلال وأنه ستنتقل في القريب أشغال البناء بخصوص مركز التأهيل الفلاحي بقلعة مكونة بإقليم ورزازات، مضيفا أنه تم فسح المجال أمام مجموعة من الضحايا وذوي حقوقهم من أجل الاستفادة من خدمات مراكز التكوين التابعة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل بالدار البيضاء كمرحلة تجريبية.

وفي ما يخص تقريب خدمات الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات، أبرز السيد أغماني أنه تم تعزيز شبكة هذه المؤسسة بفتح وكالتين بكل من أزيلال وخنيفرة استجابة لطلب المجلس، وأنه سيتم فتح في القريب العاجل وكالتين جديدتين في كل من فكيك وزاكورة.

وأشار في هذا السياق إلى أن الوكالة عملت، في إطار الخدمات التي قدمتها لذوي حقوق ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان، على تمكين مجموعة المرشحين من الاستفادة من تداريب مهنية داخل بعض المقاولات مكنتهم من اكتساب خبرة تؤهلهم لولوج عالم الشغل، مضيفا كذلك أن الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي قام بتعيين مخاطب وحيد خاص أسندت له مهمة معالجة ملفات ضحايا الانتهاكات.

كما ذكر بأن الاتفاقية الخاصة التي تجمع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي (5 يوليوز 2007) مكنت من تأمين تغطية صحية لفائدة 6712 من الضحايا وذوي حقوقهم بغلاف مالي يصل إلى 5 مليون درهم.

من جانبه , قال السيد أحمد حرزني إن هذا الاجتماع سيخصص للمصادقة على برنامج العمل المشترك للسنة الحالية بعد عمل تحضيرى قامت به لجنة موسعة مكونة من أطر وزارة التشغيل والتكوين المهني والمجلس الاستشاري لحقوق الانسان انطلاقا من المخططات التي أعدتها مختلف التنسيقيات المحلية لجبر الضرر الجماعي من جهة , والرغبة المتقاسمة للمؤسستين بشأن النهوض بحقوق الانسان حسب مجالات تدخلهما من جهة أخرى.

وفي ما يتعلق ببرنامج جبر الضرر الجماعي قال السيد حرزني إن مساهمة وزارة التشغيل تضيف قيمة نوعية لمساهمة القطاعات الحكومية الأخرى , مذكرا بالعمل الدؤوب الذي يتم القيام به في مجال التغطية الصحية حيث تم إلى حدود اليوم إعداد أزيد من 4240 بطاقة.

وتم خلال هذا الاجتماع تقديم برنامج العمل المشترك بين المجلس والوزارة لسنة 2010 والذي يتمحور أساسا حول تيسير الاستفادة من خدمات التكوين في صيغته القارة والمتنقلة والمتدرجة , وتكوين أعضاء التنسيقيات المحلية لبرامج جبر الضرر في مجالات مرتبطة بتدبير المشاريع وتقنيات التسويق , وإحداث مراكز للتكوين المهني ووكالات إنعاش الشغل , بالإضافة إلى تنظيم ندوتين وطنيتين حول " الحريات النقابية " و " الحقوق الاقتصادية والاجتماعية " .

MAROC-EMPLOI-DROITSHOMME

Réunion de la Commission mixte ministère de l'emploi/CCDH sur la Convention sur les recommandations de l'IER

Rabat, 10 avr (MAP)- Le ministre de l'emploi et de la Formation professionnelle, Jamal Rhmani et le président du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), Ahmed Herzenni ont présidée, vendredi à Rabat, une réunion de la commission mixte sur le suivi de la mise en oeuvre de la Convention sur la dynamisation des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER).

En vertu de cette convention, signée le 2 juin 2008, le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle participe à la mise en oeuvre des programmes de réparation individuelle et communautaire en s'engageant à faciliter l'accès des victimes et ayant droit à la formation et formation continue, aux services de l'ANAPEC ainsi qu'aux autres institutions publiques sous tutelle du ministère.

Le CCDH s'engage, quant à lui, à préparer les études et propositions concernant la réhabilitation des victimes et la réparation des préjudices, à participer aux programmes de formation des cadres du ministère de l'Emploi concernant l'axe approche droit et à organiser des manifestations en coopération avec le ministère pour la promotion de la culture des droits de l'Homme.

Intervenant à cette occasion, M. Rhmani a mis l'accent sur les réalisations accomplies dans le domaine de réparation individuelle et communautaire depuis la signature de cette convention de partenariat avec le CCDH, rappelant les actions menées par le ministère en matière de formation professionnelle ou à travers l'ANAPEC, ainsi que par la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale (CNOOPS), qui a accordé plusieurs facilités au profit des victimes des violations flagrantes des droits de l'homme commises par le passé et leurs ayants droit.

A cet égard, le ministre a fait savoir que les propositions pour la création et l'extension des centres de formation professionnelle, présentées par le CCDH, ont été accueillies favorablement, faisant état de l'extension du centre de formation agricole de Tanat dans la province d'Azilal et du lancement dans les meilleurs délais des travaux de construction d'un autre centre à Kalaat Magouna à Ouarzazate.

M. Rhmani a indiqué que la voie a été ouverte devant un certain nombre de victimes des violations antérieures des droits humains et leurs ayants droit pour bénéficier des services des centres relevant de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail à Casablanca, dans le cadre d'une phase expérimentale.

Concernant le rapprochement des services de l'ANAPEC, il a indiqué qu'il a été procédé au renforcement du réseau de cet établissement à travers la création de deux antennes à Azilal et Khénifra en réponse à la demande du CCDH et la mise en place prochainement de nouvelles représentations à Figuig et Zagora.

Abondant dans le même ordre d'idées, M. Rhmani a ajouté que l'Agence a Œuvré, dans le cadre des services offerts aux victimes et leurs ayants droit, à garantir à un groupe de

candidats une formation professionnelle leur permettant d'acquérir une expérience pour intégrer le monde du travail, précisant que la CNOPS a, quant à elle, procédé à la désignation d'un interlocuteur unique chargé de l'examen des dossiers concernant les victimes de violations antérieures des droits humains.

Il a rappelé que la convention, signée le 5 juillet 2007 entre le CCDH et la CNOPS, a permis de garantir une couverture médicale au profit de 6.712 victimes et leurs ayants droit à laquelle a été allouée une enveloppe budgétaire de l'ordre de 5 millions de dhs.

Pour sa part, M. Herzenni a affirmé que cette réunion sera consacrée à l'adoption du programme d'action conjoint pour l'année en cours, qui intervient à la suite d'un travail préparatoire réalisé par un comité élargi, composé de cadres du ministère de l'emploi et la formation professionnelle et du CCDH, en s'inspirant des plans élaborés par les coordinations régionales de réparation des préjudices et en se basant sur la volonté partagée des deux institutions pour sur la promotion des droits humains.

En ce qui concerne le programme de réparation collective, M. Herzenni a souligné que l'action du ministère de l'Emploi constitue " un apport qualitatif " à la contribution d'autres départements gouvernementaux, mettant l'action sur l'effort tous azimuts déployé en matière de couverture médicale d'autant plus qu'il a été procédé à la préparation jusqu'à présent de plus 4240 cartes.

Au cours de cette réunion, les participants ont examiné le programme d'action conjoint pour 2010 et qui porte essentiellement sur la facilitation de l'accès à toute forme de formation, la garantie d'une formation en matière de gestion des projets et de techniques de commercialisation au profit des membres de coordinations locales de réparation des préjudices et la création de centres de formation professionnelle et d'agences de promotion de l'emploi, ainsi que l'organisation de deux colloques sur " les libertés syndicales " et " les droits économiques et sociaux ".(MAP).

المغرب/إعلام/مجتمع/حوار

السيد حرزني يدعو الجسم الصحفي إلى تنظيم نفسه ووضع ميثاق شرف يلائم بين الحرية والمسؤولية

الرباط 8 / 4 / مع / دعا رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد أحمد حرزني، اليوم الخميس، الجسم الصحفي إلى تنظيم نفسه ووضع ميثاق شرف يضمن الملاءمة بين الحرية والمسؤولية أثناء مزاولة العمل الصحفي.

وأضاف السيد حرزني، في تصريح للصحافة قبيل انطلاق جلسة مغلقة عقدها هيئة الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع مع ممثلي المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بمقر البرلمان أنه "لا يمكن أن نتحدث عن حرية التعبير دون الحديث عن مسؤولية الصحفي وأخلاقيات مهنة الصحافة".

من جهة أخرى، أكد رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أن موضوع الإعلام يدخل ضمن اختصاصات المجلس، خاصة في ما يتعلق بالحق في المعلومة والأخبار.

وسبق لهيئة الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع أن عقدت سلسلة من الجلسات مع هيئات حقوقية من المجتمع المدني للاستماع لوجهة نظرها حول سبل النهوض بقطاع الإعلام في بعده الحقوقي.

وتواصل جلسات الحوار الوطني حول الإعلام والمجتمع بعد ظهر اليوم بجلسة مع الهيئة المركزية لمحاربة الرشوة.

وتتوخى جلسات الحوار الوطني مناقشة واقع ومستقبل مجموع الحقل الإعلامي الوطني واستيقاء آراء المهنيين والفاعلين المؤسساتيين والجمهور، وذلك بهدف الارتقاء بمكانة وسائل الإعلام في المجتمع المغربي وفق ممارسة ديمقراطية لحرية التعبير وعلى أساس المصادقية المؤثرة على الجمهور.